

## **20220509 InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/40380/nouvel-appel-de-human-rights-watch-pour-liberer-les-migrants-detenus-en-ukraine>

[Actualités](#)



Une station essence de Lviv bombardée par les Russes, en mai 2022. Crédit : Reuters

## **Nouvel appel de Human Rights Watch pour libérer les migrants détenus en Ukraine**

Par [La rédaction](#) Publié le : 09/05/2022

L'ONG de défense des droits humains Human Rights Watch a lancé un nouvel appel pour libérer les migrants enfermés dans des centres de rétention en Ukraine. Plusieurs de ces structures se trouvent non loin des zones de conflit. Les exilés contactés par l'ONG disent entendre les bombardements et tirs d'artillerie.

[Presque deux mois après le premier appel de Human Rights Watch](#) (HRW), l'ONG de défense des droits humains tire à nouveau la sonnette d'alarme pour faire libérer les migrants détenus en centres de rétention en Ukraine.

"Des migrants et des demandeurs d'asile sont enfermés depuis près de deux mois en bordure d'une zone de guerre", a déclaré Nadia Hardman, chercheuse auprès de la division Droits des réfugiés et migrants à Human Rights Watch. "Ces migrants détenus sont terrifiés et en danger, et il n'y a aucune justification pour les maintenir en détention".

Situé non loin de la ligne de front, [le centre de Mykolaïv](#) par exemple, au sud de l'Ukraine à une centaine de kilomètres d'Odessa, n'est pas à l'abri des bombardements russes. Les exilés interrogés ont déclaré qu'ils pouvaient voir des avions militaires survoler le centre et entendre des bruits d'explosions et d'artillerie à intervalles réguliers. Dans un SMS adressé à l'ONG le 28 avril, un homme a écrit : "J'ai perdu espoir... Je pense que la mort est très proche".

Même constat pour le [centre de Zhuravychi](#), dans la région de Volyn, au nord-ouest de l'Ukraine. Actuellement 45 personnes y seraient retenues sans possibilité de fuir vers les pays

voisins. Les habitants des alentours ont pourtant déclaré avoir entendu des explosions et des tirs d'artillerie.

Interrogés il y a plusieurs semaines par HRW, certains des migrants coincés en Ukraine avaient affirmé que les gardes leur avaient donné l'autorisation de quitter les installations... À condition de rejoindre l'effort de guerre ukrainien. Ce ralliement aux troupes du président Zelensky leur permettrait d'obtenir la citoyenneté ukrainienne. Mais selon l'organisation, les personnes interrogées ont toutes décliné cette proposition.

### **"Leur maintien en détention est arbitraire"**

Toutes les personnes détenues aujourd'hui avaient tenté de franchir illégalement la frontière avec la Pologne dans les mois précédant la guerre. D'autres ont été arrêtés pour "irrégularité en matière de visa". "Mais quels que soient ces motifs initiaux, leur maintien en détention est arbitraire et les expose au risque d'être blessés par les hostilités militaires", a écrit Human Rights Watch [dans son communiqué](#).

Au mois de mars, l'ONG Global Detention Project avait indiqué que le [centre de rétention temporaire de Tchernihiv](#), avait, lui, autorisé le départ de migrants et de demandeurs d'asile qui s'y trouvaient. Début mai, Borys Kryvov, directeur adjoint du centre de Tchernihiv, a affirmé que l'installation avait été touchée par des munitions qui, selon lui, avaient été tirées par un drone le 30 mars. Heureusement, les bâtiments étaient vides, mais la déflagration a brisé les fenêtres du réfectoire, du dortoir et endommagé le toit.

Depuis le premier rapport de HRW, rien n'a changé, donc. Des dizaines de personnes continuent d'être privées de leurs mouvements alors que l'Ukraine subit quotidiennement des frappes russes sur son territoire et que des milliers de civils ont péri dans les affrontements.

Deux mois et demi après le début de la guerre en Ukraine, les forces russes poursuivent une offensive meurtrière dans l'est et le sud du pays. Il n'existe aucun bilan global et officiel des victimes civiles du conflit. Rien qu'à Marioupol, les autorités ukrainiennes ont parlé il y a plusieurs semaines de 20 000 morts.

Selon le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), plus de 5,4 millions d'Ukrainiens ont fui leur pays. Parmi eux, 90 % de femmes et d'enfants. Les hommes de 18 à 60 ans, susceptibles d'être mobilisés, n'ont eux pas le droit de partir pour répondre à l'effort de guerre.